# PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

## SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

## UNION FINANCIERE POUR LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE CEREALIERE

## UNIGRAINS

Société Anonyme au capital de 7 000 000 €.
Siège social : 23, avenue de Neuilly, 75116 Paris.
RCS PARIS B 642 008 296.

### COMPTES ANNUELS ET CONSOLIDÉS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2012.

### A. — Comptes sociaux 2012.

### I. – Bilan au 31 Décembre 2012.

(En milliers d'euros.)

| Actif | | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|---|
| Créances sur les établissements de crédit | Notes 2, 3 | 31 305 | 70 555 |
| Opérations avec la clientèle | Note 2 | 52 838 | 60 657 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | Notes 2, 4 | 64 117 | 47 977 |
| Actions et autres titres à revenu variable | Notes 2, 4 | 116 710 | 130 218 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | Notes 4, 5 | 349 812 | 299 706 |
| Parts dans les entreprises liées | Notes 4, 5 | 33 726 | 21 452 |
| Immobilisations incorporelles | Note 6 | 739 | 703 |
| Immobilisations corporelles | Note 6 | 14 704 | 14 663 |
| Autres actifs | Note 7 | 1 647 | 5 646 |
| Comptes de régularisation | Note 7 | 366 | 364 |
| Total actif | | 665 966 | 651 942 |

| Passif | | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | Notes 2, 8 | 6 493 | 7 077 |
| Autres passifs | Note 12 | 8 330 | 3 106 |
| Comptes de régularisation | Note 12 | 111 | 106 |
| Provisions pour risques et charges | Note 9 | 3 962 | 3 478 |
| Capitaux propres | Notes 10, 11 | 647 070 | 638 175 |
| Capital souscrit | | 7 000 | 7 000 |
| Réserves | | 529 066 | 529 066 |
| Provisions réglementées | | 4 174 | 3 719 |
| Report à nouveau | | 95 309 | 83 605 |
| Résultat de l'exercice | | 11 521 | 14 784 |
| Total passif | | 665 966 | 651 942 |

| Hors bilan | | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|---|
| Engagements donnés : | | | |
| Engagements de financement | Note 13 | 1 855 | 2 358 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Engagements de garantie | Note 13 | 11 923 | 6 971 |
| Engagements reçus : | | | |
| Engagements de garantie | Note 14 | 86 | 84 |
| Engagements sur titres | Note 14 | 33 917 | 47 445 |

## II. – Compte de résultat au 31 Décembre 2012.

(En milliers d'euros.)

| | | 12/31/12 | 12/31/11 |
|---|---|---|---|
| + Intérêts et produits assimilés | Note 17 | 12 437 | 8 544 |
| – Intérêts et charges assimilées | Note 17 | – 241 | – 299 |
| + Revenu des titres à revenu variable | Note 18 | 7 691 | 5 535 |
| + Commissions (produits) | Note 19 | 882 | 71 |
| – Commissions (charges) | Note 19 | – 25 | – 24 |
| ± G&P sur opérations des portefeuilles de négociation | Note 20 | – 17 | 27 |
| ± G&P sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | Note 20 | 3 786 | – 276 |
| + Autres produits d'exploitation bancaire | Note 21 | 1 829 | 1 816 |
| – Autres charges d'exploitation bancaire | Note 21 | – 101 | – 92 |
| Produit net bancaire | | 26 240 | 15 301 |
| – Charges générales d'exploitation | Note 22 | – 12 888 | – 12 159 |
| – Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles | Note 6 | – 509 | – 408 |
| Résultat brut d'exploitation | | 12 844 | 2 734 |
| ± Coût du risque | Note 23 | – 499 | – 524 |
| Résultat d'exploitation | | 12 344 | 2 210 |
| ± G&P sur actifs immobilisés | Note 24 | 4 381 | 13 121 |
| Résultat courant avant impôt | | 16 726 | 15 331 |
| ± Résultat exceptionnel | | | |
| – Impôts sur les bénéfices | Note 25 | – 4 750 | – 93 |
| ± Dotations & reprises de FRBG & provisions règlementées | Note 26 | – 455 | – 455 |
| Résultat net | | 11 521 | 14 784 |

Résultat par action : 82.29 euros.
Résultat dilué par action : 82.29 euros.

## III. – Annexe aux comptes individuels.

### Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Le règlement 91-01 du Comité de réglementation bancaire (CRB) a défini les modalités relatives à l'établissement et à la publication des comptes individuels annuels des établissements de crédit. Les comptes sociaux d'UNIGRAINS ont été établis conformément aux principes comptables généraux applicables en France. La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2000-03 du Comité de Règlementation Comptable relatif aux états de synthèse individuels des entreprises relevant du CRBF modifié par le règlement du Comité de la Règlementation Comptable n° 2005-04 du 3 novembre 2005.

### Note 1 – Présentation des comptes et règles de comptabilisation.

a) Présentation des comptes. — Les comptes de la société financière UNIGRAINS SA ont été établis conformément aux dispositions de la réglementation comptable applicable aux établissements de crédit. L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode dite des coûts historiques. Plus particulièrement les modes et méthodes d'évaluation ci-après ont été retenus pour les divers postes des comptes annuels.

b) Règles de comptabilisation :

— Créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des encours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Le règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, vient préciser le classement des créances douteuses au bilan.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par UNIGRAINS de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garantie.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses à hauteur des pertes probables. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Ainsi, les crédits pour lesquels UNIGRAINS estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions individualisées qui sont portées en minoration de l'actif correspondant.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées sous la rubrique « Coût du risque », à l'exclusion des dotations aux provisions relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le Produit Net Bancaire.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements sont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux.

— Titres : Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable. Les titres sont classés en fonction de :
– leur nature : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu fixe,
– leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes :

– Titres de placement : Sont comptabilisés en titres de placement les titres détenus plus de six mois sans pour autant devoir être conservés durablement.

Les titres de placement sont enregistrés au bilan sous les rubriques « Effets publics et valeurs assimilées », « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable » conformément aux règlements 90-01 du CRB et 2000-03 du CRBF.

Les actions et autres titres à revenu variable sont inscrits au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les obligations et les autres titres à revenu fixe sont comptabilisés à leur date d'achat au prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus). Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire fait l'objet d'une imputation *prorata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Le prix de revient des titres cédés est calculé suivant la méthode « FIFO » (premier entré, premier sorti). Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées dans la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat de même que les provisions de titres dotées ou reprises.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, des cours de bourse les plus récents.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

– Titres d'investissement : Les titres d'investissement représentent les titres à revenu fixe acquis avec une intention de conservation durable.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation *prorata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

– Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme : Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et les autres titres détenus à long terme figurent aux postes du bilan « Participations et autres titres détenus à long terme », et « Parts dans les entreprises liées », à l'exception des participations dans les Sociétés Civiles Immobilières et d'Attribution qui sont classées dans les immobilisations corporelles.

Cette catégorie comprend également les obligations remboursables, convertibles ou attachés à des Bons de Souscription d'Action, susceptibles de donner accès au capital, dès lors que ces titres sont détenus dès l'origine avec cette finalité dans le cadre de la politique de gestion des participations.

Les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition diminuée, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en cas de perte de valeur.

A la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évaluées à leur valeur d'utilité représentative du prix de marché ou du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée en retenant différentes méthodes tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de bourse et prise en compte éventuelle d'engagement de nature juridique et financier.

Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres. Les dotations et reprises ainsi que les moins-values de cession de ces titres sont comptabilités dans la rubrique « gains nets sur actifs immobilisés ».

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées comprennent les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité d'UNIGRAINS, et notamment ceux répondant aux critères suivants :

– Les titres de sociétés dont les administrateurs ou dirigeants sont communs avec ceux d'UNIGRAINS, permettant l'exercice d'une influence notable sur l'entreprise,

– les sociétés dont nous détenons au moins 20 % du capital social de manière directe ou indirecte, ou jusqu'à 10 % quand nous détenons un poste d'administrateur et que nous exerçons une influence notable (quand aucun actionnaire ne dispose de la majorité des droits de vote et que nous sommes l'un des trois premiers actionnaires).

Les autres titres détenus à long terme sont constitués par les investissements réalisés par UNIGRAINS, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les dividendes attachés à ces titres sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

— Immobilisations : Les immobilisations sont enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition TVA non récupérée incluse.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire :

| | |
|---|---|
| Agencements | 10 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |
| Matériel de bureau | 3 ans |
| Véhicules | 4 ans |
| Logiciels | 3 ans |
| Installations | 5 ans |

Le règlement n° 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs est appliqué aux comptes d'UNIGRAINS depuis le 1er janvier 2005.

La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement le mode linéaire, est enregistrée sous la rubrique « Provisions réglementées – amortissements dérogatoires » au passif du bilan.

Les parts de SCI, ainsi que les avances accordées, sont comptabilisées dans cette rubrique conformément aux normes bancaires. Les immobilisations n'ont pas fait l'objet de revalorisation.

— Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle : Les dettes envers les établissements de crédit et de la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dette à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Provisions pour risques et charges : Les provisions pour risques et charges comprennent :
– les provisions concernant des engagements par signature ;
– les provisions pour risques divers et litiges.

— Opérations en devises : Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change constatés sur la base des cours officiels de fin d'exercice sur les actifs en devises détenus d'une façon durable et comprenant les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, ne sont pas constatés en résultat.

— Conversion des comptes en devises étrangères : Tous les éléments de l'actif et de passif exprimés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

—Frais de personnel : La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

— Coût du risque : Le contenu de la rubrique « Coût du risque » se limite aux dotations nettes aux provisions pour risques de contrepartie, et litiges. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

— Gains et pertes sur actifs immobilisés : La Rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » regroupe les plus-values et moins-values de cession ainsi que les dotations nettes aux provisions sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, et immobilisations d'exploitation. Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du « Produit Net Bancaire ».

— Impôt sur les sociétés : En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,3 % ; toutefois, les plus-values à long terme sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme pouvant bénéficier du régime fiscal des plus value à long terme sont exonérées d'impôt sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges qui reste comprise dans le résultat ordinaire de l'exercice (12 % du résultat brut des PV de cession).

Un traitement fiscal particulier a été adopté pour certains titres existants au 1er janvier 2002, pour lesquels la valeur fiscale à retenir en cas de cession n'est pas la valeur comptable d'origine, mais celle de leur évaluation au 1er janvier 2002.

Par ailleurs, les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû, à une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 M€) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés. Depuis le 01/01/95 une convention d'intégration fiscale a été conclue entre UNIGRAINS et ses filiales immobilières. Le périmètre actuel de l'intégration fiscale comporte seulement la SCI SEE.

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale, et les économies d'impôt réalisées par le groupe sont conservées par la société mère UNIGRAINS.

Pour la détermination du résultat fiscal d'ensemble, les éléments faisant double emploi sont éliminés, les déficits (et moins-values nettes à long terme) sont pris en compte au niveau de la société mère.

## Informations sur les comptes de bilan.

### Note 2 – Ventilation des créances et des dettes selon leur durée résiduelle.

| En milliers d'euros | Total net | Comptes rattachés | < 3 mois | + 3 mois 1 an | + 1 an < 5 ans | + 5 ans |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Créances : | | | | | | |
| Etablissements de crédit | 31 305 | 400 | 8 756 | | 17 800 | 4 350 |
| Comptes à vue | 7 774 | 4 | 7 770 | | | |
| Prêts | 17 352 | 367 | 985 | | 16 000 | |
| Prêts subordonnés | 6 179 | 30 | | | 1 800 | 4 350 |
| Clientèle | 52 838 | 932 | 4 350 | 10 070 | 31 358 | 6 127 |
| Comptes à vue & prêts | 52 336 | 929 | 4 350 | 10 070 | 31 026 | 5 959 |
| Prêts subordonnés | 502 | 2 | | | 332 | 168 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe et à revenu variable | 180 827 | 3 401 | | | 156 127 | 21 299 |
| Titres d'investissement | 24 700 | 3 401 | | | | 21 299 |
| Obligations | | | | | | |
| Titres de créance négociable | 39 417 | 0 | | | 39 416 | |
| Autres titres à revenu variable | 116 710 | | | | 116 710 | |
| Total des créances | 264 971 | 4 733 | 13 106 | 10 070 | 205 285 | 31 776 |
| Dont créances douteuses | 6 338 | | | | | |
| Et provisions sur créances douteuses | 3 838 | | | | | |
| Dettes : | | | | | | |
| Etablissements de crédit | 6 493 | 34 | 181 | 461 | 5 818 | |
| Comptes à vue | 30 | | 30 | | | |
| Comptes à terme | 6 463 | 34 | 151 | 461 | 5 818 | |
| Clientèle | | | | | | |
| Comptes à vue | | | | | | |
| Comptes à terme | | | | | | |
| Total des dettes | 6 493 | 34 | 181 | 461 | 5 818 | |
| Hors bilan : | | | | | | |
| Engagement de financement en faveur des EC | 1 855 | | 1 855 | | | |
| Total du hors bilan | 1 855 | | 1 855 | | | |

Variation des prêts à la clientèle :

| En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Augmentation | Diminution | Divers et ajustements devises | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Prêts et prêts subordonnés | 64 755 | 19 301 | 27 380 | | 56 676 |
| Prêts | 54 060 | 15 958 | 22 590 | | 47 428 |
| Prêts subordonnés | 1 700 | | 1 200 | | 500 |
| Créances douteuses | 6 597 | 57 | 317 | | 6 338 |

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Autres créances à vue | 1 561 | 1 362 | 1 444 | | 1 479 |
| ICNE | 837 | 1 923 | 1 829 | | 932 |

Provisions pour dépréciation des créances douteuses :

| En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Dotation de l'exercice | Reprise de l'exercice | Ajustements devises | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Provisions pour dépréciation | 4 098 | 57 | 317 | | 3 838 |

Note 3 – Créances sur les établissements de crédit & opérations avec la clientèle.

| En milliers d'euros | Établissements de crédit | Clientèle | Établissements de crédit | Clientèle |
|---|---|---|---|---|
| | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
| Créances & prêts nets | 25 126 | 52 336 | 64 361 | 58 953 |
| Comptes à vue | 7 770 | 1 479 | 44 276 | 1 561 |
| Prêts | 16 985 | 49 928 | 20 000 | 56 559 |
| Créances rattachées | 370 | 929 | 85 | 833 |
| Actifs subordonnés | 6 180 | 502 | 6 195 | 1 704 |
| Prêts participatifs – loi 78-741 | 1 800 | | 1 800 | 1 200 |
| Autres prêts subordonnés | 4 350 | 500 | 4 350 | 500 |
| Dont à terme | 1 500 | 500 | 1 500 | 500 |
| Dont à durée indéterminée | 2 850 | | 2 850 | |
| Créances rattachées | 30 | 2 | 45 | 4 |
| Total | 31 306 | 52 838 | 70 555 | 60 657 |

Note 4 – Evaluation des portefeuilles titres d'investissement, de placement et de participations.

| En milliers d'euros | Valeur brute comptable 31/12/12 | Provisions | Valeur nette comptable 31/12/12 | Evaluation au prix de marché (1) | + Values latentes |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres d'investissement : | | | | | |
| Titres d'investissement | 24 700 | | 24 700 | 24 700 | |
| Titres d'investissement | 21 299 | | 21 299 | 21 299 | |
| Coupons courus | 3 401 | | 3 401 | 3 401 | |
| Titres de placement : | | | | | |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | 39 452 | 36 | 39 416 | 39 571 | 155 |
| Autres titres à revenu fixe | 39 452 | 36 | 39 416 | 39 571 | 155 |
| Titres à revenu variable | 118 435 | 1 725 | 116 710 | 130 278 | 13 568 |
| Autres part d'OPCVM | 118 435 | 1 725 | 116 710 | 130 278 | 13 568 |
| Total | 182 587 | 1 760 | 180 827 | 194 549 | 13 722 |
| Participations et autres titres détenus à long terme : | | | | | |
| Actions | 301 873 | 27 343 | 274 530 | 358 213 | 83 683 |
| Obligations | 71 851 | 1 493 | 70 358 | 72 373 | 2 015 |
| Créances rattachées | 4 923 | | 4 923 | 4 923 | |
| Obligations : coupons courus | 4 923 | | 4 923 | 4 923 | |
| Total | 378 648 | 27 595 | 351 053 | 439 632 | 85 698 |
| Parts dans les entreprises liées : | | | | | |
| Actions | 39 552 | 5 826 | 33 726 | 71 105 | 37 379 |

*(1) Les titres de placement sont évalués au prix de marché sur les bases suivantes :*
*– dernière valeur liquidative de l'année (OPCVM),*
*– dernière valorisation disponible (FCPR),*
*– cours et taux à la clôture de l'exercice pour les titres de créances négociables et les titres cotés.*

| En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Acquisition | Reclassement | Cession et remboursement | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|

| | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres d'investissement | 1 560 | 20 000 | 1 299 | 1 560 | 21 299 |
| Titres à revenu variable | 1 560 | 20 000 | 1 299 | 1 560 | 21 299 |

Ce poste intègre notamment les obligations simples détenues par UNIGRAINS dans l'accompagnement des entreprises.

| En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Acquisition | Cession | Ajustements devises | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Titres de placement | 180 863 | 76 402 | 95 977 | | 161 288 |
| Obligations & autres titres à revenu fixe | 47 131 | 805 | 8 485 | | 39 452 |
| Titres à revenu variable | 133 675 | 68 950 | 84 190 | | 118 435 |
| ICNE | 57 | 6 646 | 3 302 | | 3 401 |

| En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Ajustements devises | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Provisions pour dépréciation | 4 228 | 2 866 | 5 334 | | 1 760 |
| Obligations & autres titres à revenu fixe | 771 | 513 | 1 249 | | 36 |
| Titres à revenu variable | 3 457 | 2 353 | 4 085 | | 1 725 |

Note 5 – Participations et autres titres détenus a long terme.

| Valeurs brutes En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Versements de l'exercice | Remboursement de l'exercice | Autres mouvements | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Participation & autres titres à LT | 337 654 | 111 975 | 70 918 | 63 | 378 648 |
| Titres de participation | 40 856 | 2 089 | 98 | | 42 847 |
| Autres titres détenus à LT | 219 104 | 62 822 | 22 836 | 63 | 259 027 |
| Obligations | 73 450 | 38 432 | 40 031 | | 71 851 |
| ICNE | 4 244 | 8 632 | 7 953 | | 4 923 |
| Parts dans les entreprises liées | 27 552 | 12 000 | 0 | | 39 552 |

| Provisions En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Autres mouvements | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| Participation & autres titres à LT | 37 948 | 5 166 | 14 277 | | 28 836 |
| Titres de participation | 1 877 | 390 | 25 | | 2 241 |
| Autres titres détenus à LT | 33 949 | 4 283 | 13 130 | | 25 102 |
| Obligations | 2 122 | 493 | 1 122 | | 1 493 |
| Parts dans les entreprises liées | 6 100 | 11 | 286 | | 5 826 |

La liste des filiales et participations figure sur le tableau des filiales et participations, page 22.

La colonne « autres mouvements » correspond au reclassement des titres suite à la variation du pourcentage de participation.

Note 6 – Immobilisations corporelles et incorporelles.

| Valeurs brutes En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Acquisitions de l'exercice | Cessions de l'exercice | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | 1 619 | 365 | 119 | 1 866 |
| Immobilisations corporelles | 17 247 | 234 | 329 | 17 153 |
| Immeubles, terrains et parts de SCI | 15 175 | | | 15 175 |
| Agencements | 765 | 30 | | 795 |
| Matériel et mobilier de bureau | 1 308 | 204 | 329 | 1 183 |
| Total | 18 866 | 599 | 447 | 19 018 |

| Amortissements En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations incorporelles | 916 | 329 | 119 | 1 126 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Immobilisations corporelles | 2 584 | 193 | 329 | 2 449 |
| Immeubles, terrains et parts de SCI | 1 075 | 19 | | 1 095 |
| Agencements | 424 | 67 | | 492 |
| Matériel et mobilier de bureau | 1 085 | 106 | 329 | 863 |
| Total | 3 500 | 522 | 447 | 3 575 |

Note 7 – Autres actifs et comptes de régularisation.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|
| Autres actifs | 1 647 | 5 646 |
| Créances fiscales et sociales | 218 | 4 489 |
| Débiteurs divers | 1 429 | 1 158 |
| Comptes de régularisation | 366 | 364 |
| Charges constatées d'avance | 299 | 284 |
| Produits à recevoir | 67 | 80 |
| Total | 2 013 | 6 010 |

Note 8 – Dettes envers les établissements de crédit & opérations avec la clientèle.

| En milliers d'euros | Etablissements de crédit | Clientèle | Etablissements de crédit | Clientèle |
|---|---|---|---|---|
| | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
| Dettes & emprunts | 6 493 | | 7 077 | |
| Comptes à vue | 30 | | 30 | |
| Emprunts & comptes à terme | 6 430 | | 6 995 | |
| Dettes rattachées | 34 | | 51 | |

Note 9 – Provisions pour risques et charges.

| En milliers d'euros | Valeur au 31/12/11 | Dotations de l'exercice | Reprises de l'exercice | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|
| Provisions pour risques divers | 2 879 | 541 | | 3 420 |
| Provisions pour risques de crédits | 453 | | | 453 |
| Provisions pour risques hors-bilan | 2 | | | 2 |
| Provisions pour charges diverses | 144 | | 57 | 87 |
| | 3 477 | 541 | 57 | 3 961 |

Les provisions pour risques divers correspondent d'une part au maintien de la couverture de risques résiduels d'exploitation d'une de nos filiales au titre de la gestion extinctive des crédits provenant de son activité antérieure pour 1 050 k€ et d'autre part d'une provision pour 1 829 k€ sur un autre dossier.

Les provisions pour charges sont explicitées à la note 22.

Note 10 – Capitaux propres.

| En milliers d'euros | 31/12/11 | Affectation du résultat | Variation de l'exercice | Valeur au 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|
| Capitaux propres | 638 175 | | | 647 070 |
| Capital entièrement libéré | 7 000 | | | 7 000 |
| Réserve légale | 700 | | | 700 |
| Réserves indisponibles | 462 265 | | | 462 265 |
| Réserve technique | 62 483 | | | 62 483 |
| Autres réserves | 3 618 | | | 3 618 |

| | | | | |
|---|---|---|---|---|
| Provisions réglementées - amortissements dérogatoires | 3 719 | | 455 | 4 174 |
| Report à nouveau | 83 605 | 11 704 | | 95 309 |
| Résultat de l'exercice | 14 784 | – 14 784 | 11 521 | 11 521 |
| Dividendes | 3 080 | | | |

Proposition d'affectation du résultat de l'exercice :

Montant à répartir :

| | | |
|---|---|---|
| Montant à répartir : | | |
| Résultat de l'exercice | 11 521 | |
| Report à nouveau | 95 309 | |
| Total | 106 829 | (106 829 725,29 euros) |
| Affectation : | | |
| Dividendes | 3 080 | |
| Report à nouveau | 103 749 | |

Note 11 – Actionnariat.

Le capital social d'UNIGRAINS est de 7 millions d'euros et est divisé en 140 000 actions de 50 euros, sans action privilégiée.

Il n'y a pas eu de modification du capital social au cours de l'exercice.

Note 12 – Autres passifs et comptes de régularisation.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|
| Autres passifs | 8 330 | 3 106 |
| Dettes fiscales et sociales | 6 820 | 1 935 |
| Créditeurs divers | 894 | 804 |
| Charges à payer | 615 | 367 |
| Compte de régularisation | 111 | 106 |
| Produits constatés d'avance | 111 | 106 |
| Total | 8 440 | 3 213 |

Informations sur le hors-bilan.

Note 13 – Engagements de financement et de garantie donnés.

| En milliers d'euros | Etablissements de crédit | Clientèle | Etablissements de crédit | Clientèle |
|---|---|---|---|---|
| | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
| Engagements de financement | | 1 855 | | 2 358 |
| Engagements de garantie | | 11 923 | | 6 971 |
| Etablissements abattage et transformation de viande bovine | | | | |
| Jachère agro industrielle | | 623 | | 671 |
| Crise porcine | | 2 000 | | 2 000 |
| Fonds modernisation porcin | | 5 000 | | |
| Autres entreprises | | 4 300 | | 4 300 |

Note 14 – Engagements sur titres et de garantie reçus.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|
| Titres à recevoir | 33 917 | 47 445 |

| | | |
|---|---|---|
| Titres de placement | | |
| Titres de participation | 33 917 | 47 445 |
| Engagements de garantie | 86 | 84 |
| Cautions et avals reçus d'établissements de crédit | 86 | 84 |
| Total | 34 003 | 47 529 |

Les titres à recevoir correspondent à la contrepartie des engagements de souscription ou d'achat pris par la société.

### Note 15 – Actifs donnés en garantie.

UNIGRAINS a donné en garantie ses parts de la SCA UNICEREM au profit du CRCA de l'Ile de France en contre-partie d'un emprunt immobilier de 7,3 millions d'euros.

### Note 16 – Engagements en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées.

L'établissement n'a pris aucun autre engagement particulier en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées. Les régimes de retraites obligatoires sont à cotisations définies (régime de base : Mutualité Sociale Agricole, régime complémentaire ARRCO : CAMARCA, régime complémentaire AGIRC : CRCCA, régime supplémentaire par capitalisation : CCPMA Retraite).

Concernant les indemnités de départ volontaire à la retraite à l'horizon de leur 65ème année des salariés présents aujourd'hui, une simulation tenant compte de la progression de leur rémunération et de la probabilité décroissante de départ de la société par tranches successives d'âges aboutit à une valeur actualisée de 691 k€.

## Informations sur les postes du compte de résultat.

### Note 17 – Ventilation des produits et charges d'intérêts.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Produits et charges d'intérêts | 12 437 | 242 | 8 544 | 299 |
| Etablissements de crédit : trésorerie | 42 | 0 | 72 | 0 |
| Etablissements de crédit : prêts financiers | 534 | 241 | 197 | 299 |
| Etablissements de crédit : engagement de garantie | 5 | | | |
| Clientèle – crédit investissement | 1 860 | | 2 187 | |
| Obligations & titres RF – placement | 940 | | 1 248 | |
| Obligations & titres RF – port immo | 9 057 | | 4 841 | |

### Note 18 – Ventilation des revenus des titres à revenu variable.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|
| Titres de placement | 169 | 119 |
| Participations et titres détenus à long terme | 7 523 | 5 415 |

### Note 19 – Ventilation des commissions.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Commissions | 882 | 25 | 71 | 24 |
| Opérations sur titres | | 7 | | 6 |
| Avec les établissements de crédit | | 18 | | 18 |
| Assistance et conseil | 882 | | 71 | |

### Note 20 – Gains et pertes sur opérations de portefeuille de négociation, de placement et assimilés.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Portefeuille de négociation résultat net | – 17 | | 27 | |
| Opérations de change | 45 | 63 | 55 | 28 |
| Portefeuille de placement résultat net | 3 786 | | – 276 | |
| Plus et moins-values de cession | 1 375 | 57 | 2 993 | 660 |
| Autres frais | | 0 | | 0 |
| Provisions pour dépréciation | 4 136 | 1 668 | 2 956 | 5 565 |
| Total | 5 511 | 1 725 | 5 949 | 6 226 |

Note 21 – Autres produits et charges d'exploitation bancaire.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Autres produits et charges d'exploitation bancaire | 1 829 | 101 | 1 816 | 92 |
| Revenus des immeubles | 879 | 97 | 852 | 88 |
| Charges refacturées | 680 | | 659 | |
| Produits accessoires | 62 | 4 | 88 | 4 |
| Transfert de charges | 180 | | 162 | |
| Divers | 28 | | 55 | |

Note 22 – Charges générales d'exploitation.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|
| Frais de personnel | 8 127 | 7 668 |
| Salaires, traitements et primes | 4 574 | 4 449 |
| Charges sociales | 2 148 | 1 984 |
| Intéressement | 749 | 768 |
| Impôts, taxes et versements assimilés | 657 | 467 |
| Autres frais administratifs | 4 761 | 4 490 |
| Impôts et taxes | 282 | 279 |
| Locations | 434 | 402 |
| Autres services extérieurs | (3) 4 007 | (1) 3 692 |
| Excédent dotation / reprises provisions charges | (4) 38 | (2) 117 |

*(1) Dont 967 sur actions de soutien.*
*(2) Dont – 117 sur actions de promotion et de soutien.*
*(3) Dont 1 012 sur actions de soutien.*
*(4) Dont 38 sur actions de recherche & de développement.*

Note 23 – Coût du risque.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Total coût du risque | – 499 | | – 524 | |
| Provisions dépréciation créances clientèle | 317 | 322 | 167 | 191 |
| Créances irrécupérables clientèle | 8 | 57 | | 85 |
| Provisions pour risque clientèle | | 446 | | 446 |
| Provisions pour risques engagements | | | 31 | |
| Total | 325 | 825 | 197 | 722 |

Note 24 – Résultat net sur actifs immobilisés.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | Produits | Charges | Produits | Charges |
| Résultat net sur actifs immobilisés | 4 381 | | 13 121 | |
| Provision dépréciation titres de participation | 14 418 | 5 032 | 3 404 | 4 098 |
| Provision dépréciation titres de SCI | | | | |
| Plus et moins values cession titres part. | 2 283 | 7 287 | 13 859 | 44 |
| Plus et moins values cession immos | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Total | 16 701 | 12 319 | 17 263 | 4 141 |

Note 25 – Impôt sur les bénéfices.

Depuis le 1er janvier 1995, la SCI SEE est intégrée fiscalement à UNIGRAINS.

| En milliers d'euros | 31/12/12 | | 31/12/11 | |
|---|---|---|---|---|
| | UNIGRAINS | SCI SEE | UNIGRAINS | SCI SEE |
| Total du groupe | 14 286 | | 389 | |
| Résultat fiscal au taux normal | 14 231 | 55 | 336 | 53 |
| Plus values à LT | 2 143 | | 8 905 | |
| Plus value à long terme | 2 143 | | 8 905 | |
| Impôt sur les sociétés | 4 768 | | 110 | |
| Impôt sur les sociétés | 4 750 | 18 | 93 | 17 |

Suivi des Plus Values à Long Terme latentes. — Titres immobilisés au 1er janvier 2002 dont la valeur nette comptable était différente de l'évaluation fiscale :

| En milliers d'euros | Position au 01/01/02 | Cessions depuis 2002 | Position au 31/12/12 |
|---|---|---|---|
| Titres immobilisés : | | | |
| Valeur comptable | 72 730 | – 48 071 | 24 659 |
| Valeur fiscale | 129 003 | – 76 334 | 52 669 |
| Différence de valeur | 56 273 | – 28 263 | 28 010 |

Note 26 – Dotations et reprises FRBG et provisions réglementées.

Ce poste enregistre uniquement la dotation amortissements dérogatoires pratiqués sur les titres de la SCA UNICEREM pour 455 k€.

Autres informations.

Note 27 – Effectif moyen du personnel.

Effectif moyen des salariés employés au cours de l'exercice :

| | Cadres | Agents de maîtrise | Employés | Total |
|---|---|---|---|---|
| Exercice 2012 | 45 | 14 | | 59 |
| Exercice 2011 | 45 | 13 | | 58 |

Effectif équivalent temps plein : 58.39.

Les salariés en forfait jours réduit sont pris en compte pour 1 ETP du fait que juridiquement ils ne sont pas considérés à temps partiel.

Note 28 – Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration.

Le montant global des rémunérations et indemnités de toutes natures allouées aux dirigeants au cours de l'exercice a été de 405 k€. Les jetons de présence versés aux administrateurs s'élèvent à 24,2 k€.

Il n'y a pas eu d'avance de crédit accordée pendant l'exercice à ces personnes.

Note 29 – Droit individuel à la formation (DIF).

Le volume d'heures de formation cumulé correspondant aux droits acquis au titre du DIF par les salariés s'élève à 5 526 heures.

Note 30 – Echéancier des dettes fournisseurs.

| Dettes fournisseurs | 1 à 30 jours | Plus de 30 jours | Dettes échues | Total |
|---|---|---|---|---|
| | 392 | | | 392 |

Le traitement des factures fournisseurs d'UNIGRAINS est effectué au siège social de la société.

Conformément aux procédures de Contrôle interne, le règlement des factures n'est effectué qu'après validation de celles-ci soit par l'ordonnateur des prestations, soit par le service « achats & immobilier ». Le délai de règlement des factures est compris entre 3 à 5 jours après validation.

Note 31 – Honoraires des commissaires aux comptes.

Le montant des honoraires pour commissariat aux comptes s'élève à 98 Keur pour l'exercice.

Résultats financiers de la société au cours des cinq derniers exercices

(Art. 133-135 à 148 du décret du 23 mars 1967 sur le sociétés commerciales)

| | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 |
|---|---|---|---|---|---|
| I – Situation financière en fin d'exercice : | | | | | |
| Capital social | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 |
| Nombre d'actions émises | 140 000 | 140 000 | 140 000 | 140 000 | 140 000 |
| Nombre d'obligations convertibles en actions | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| II – Résultat global des opérations : | | | | | |
| Chiffre d'affaires hors taxes | 29 77 | 23 907 | 22 127 | 15 993 | 26 625 |
| Résultat avant impôt, amortissements et provisions | 37 468 | 36 745 | 30 627 | 19 045 | 5 719 |
| Impôt sur les bénéfices | 0 | 2 939 | 6 064 | 92 | 4 750 |
| Résultat après impôt, amortissements et provisions | 16 707 | 37 389 | 32 361 | 14 784 | 11 521 |
| Montant des bénéfices distribués | 700 | 1 400 | 2 800 | 3 080 | 3 080 |
| III – Résultat des opérations réduit à une seule action : | | | | | |
| Résultat après impôt, mais avant amortissements et provisions (en euros) | 267,63 | 241,46 | 175,45 | 135,38 | 6,92 |
| Résultat après impôt, amortissements et provisions (en euros) | 119,34 | 267,06 | 231,15 | 105,60 | 82,29 |
| Dividende versé à chaque action (en euros) | 5,00 | 10,00 | 20,00 | 22,00 | 22,00 |
| IV – Personnel : | | | | | |
| Effectif moyen des salariés employés pendant l'exercice | 61 | 57 | 59 | 58 | 59 |
| Montant de la masse salariale | 3 682 | 3 770 | 4 073 | 4 141 | 4 346 |
| Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux | 1 666 | 1 838 | 1 968 | 1 984 | 2 148 |

Tableau des filiales et participations en 2012 – UNIGRAINS.

(Données en K€).

| Société ou groupe de sociétés | Capital | Réserves | Quote-part du capital détenu | Valeur nette d'inventaire des titres détenus | Prêts consentis par la société et non remboursés | Montant des cautions & avals fournis par la société | Chiffre d'affaires du dernier exercice | Bénéfices nets ou pertes du dernier exercice | Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice | Clôture |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| A. Participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de la société UNIGRAINS : | | | | | | | | | | |
| 1) Filiales (50 % au moins du Capital est détenu par UNIGRAINS) : | | | | | | | | | | |
| AGRIFIGEST-ALMA – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 3 089 | – 257 | 76,58 | 2 161 | 2 850 | | 346 | – 12 | | A |
| AGRO PARTENAIRES 2-11 rue de Monceau – 75008 Paris | 750 | –157 | 50,00 | 218 | | | 4 | – 57 | | A |
| CEREA Gestion – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 500 | 4 075 | 100,00 | 500 | | | 4 853 | 327 | 100 | A |
| MESSIS FINANCES – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 150 | 683 | 100,00 | 150 | | | 2 026 | 829 | 495 | A |
| S.A.I.A.M. SA – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 192 | 629 | 98,13 | 254 | | | 84 | 37 | | A |
| UNIGRAINS DIVERSIFICATION SA – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 12 600 | 40 940 | 100,00 | 30 414 | | | 52 | 3 100 | 1 500 | A |

| | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| SEE SCI – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 1 204 | 389 | 99,82 | 1 215 | | | 410 | 51 | | A |
| SEMAGRI – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 30 964 | 5 399 | 50,00 | 17 709 | | | 1 610 | 1 615 | 1 637 | A |
| UNICEREM – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 40 000 | | 29,11 | 11 644 | | | | | | A |
| UNIFIPAR SAS – 23 avenue de Neuilly – 75116 Paris | 473 | 92 | 91,45 | 450 | | | | – 84 | | A |
| UNI-UN SCI–23, avenue de Neuilly – 75116 Paris | 337 | | 99,55 | 335 | | | 133 | 106 | | A |
| 2) Participations (10 % à 50 % du Capital détenu par UNIGRAINS) : | | | | | | | | | | |
| a) Sociétés Françaises | | | | | | | | | | |
| AGRA INVESTISSEMENT – 29 rue du Général-Foy – 75008 Paris | 1 157 | 84 | 30,00 | 345 | | | | – 3 | | A |
| AT FRANCE – 10150 PONT-STE-MARIE | 806 | – 42 | 19,00 | 129 | | | 22 897 | 1 200 | | A |
| ATLANTIQUE MANAGEMENT – 93 Boulevard Malesherbes, 75008 Paris | 5 824 | 77 681 | 8,86 | 11 168 | | | 4 966 | 2 488 | | A |
| BRIE-CHAMPAGNE-ETHANOL – route de Bray – 77160 Provins (1) | 194 | 185 | 33,48 | | | | | – 11 | | D |
| CENECA – 9 avenue George-V – 75008 Paris | 915 | 1 358 | 41,62 | 457 | | | 503 | 247 | | A |
| COMIGEL – impasse de la Tannerie – 57072 Saint-Julien-les-Metz | 5 339 | 5 626 | 14,46 | 1 233 | | | 100 488 | – 240 | | A |
| COOKIE CREATIONS – 4 rue Henri Becquerel – 77645 Chelles Cedex | 72 | 2 343 | 12,64 | 580 | | | 13 270 | 54 | | A |
| CREAGRO – 11 rue de Monceau – 75008 Paris | 2 744 | – 94 | 27,01 | 861 | | | 460 | 185 | 37 | A |
| ESTIVIN GROUPE – Avenue Vatel – 37000 Tours | 8 341 | 1 157 | 13,44 | 1 121 | | | 66 595 | 1 013 | | E |
| FERTERRIS – Loudes – 11451 Caltelnaudary | 100 | | 19,50 | 24 | | | 24 | – 47 | | A |
| FERTILE SA – 5 rue Joseph et Marie Hackin – 75116 Paris | 938 | 253 | 33,47 | 344 | | | 1 252 | 14 | | A |
| FIN. BRETECHE – 30b Av. du Viel Abreuvoir – 78100 St-Germain-en-Laye | 29 419 | 11 936 | 13,09 | 3 850 | | | 161 346 | 10 118 | | A |
| FINANCIERE EVIALIS – 83 Av. de la Grande-Armée – 75016 Paris | 46 000 | 2 925 | 25,00 | 11 500 | | | 1 923 | – 283 | | B |
| FINANCIERE SOCOPA – 72401 La Ferte-Bernard Cedex | 16 050 | 21 163 | 15,38 | 5 750 | | | 469 | 716 | 98 | A |
| FOOD SAFETY GROUP – 23 rue Royale, 69001 Lyon | 3 215 | | 24,92 | 801 | | | | 0 | | F |
| GRIMAUD – La Corbière – 49450 Roussay | 1 171 | 95 609 | 10,31 | 4 983 | | | 222 630 | – 7 907 | 61 | A |
| PASQUIER 49360 Les Cerqueux de Maulevrier | 2 070 | 92 961 | 10,04 | 20 287 | | | 12 599 | 10 238 | 273 | A |
| REUNIONNAISE DU RHUM – 91 Boulevard Saint-Honoré – 75008 Paris | 17 800 | | 16,29 | 2 900 | | | | | | F |
| SAISOF – 29 rue des Investisseurs – 91560 Crosne | 1 050 | 2 771 | 38,08 | 261 | | | 12 489 | – 52 | 57 | A |
| SARAFRUITS – route de Sablé – 49330 Champigne | 1 973 | 8 936 | 19,99 | 2 446 | | | 2 420 | 1 984 | | C |
| SAVOIE YAOURT – 545 Bld du Doc. J. J. Herbert – 73100 Aix les Bains | 185 | 1 313 | 23,81 | 1 500 | | | 12 172 | 146 | | A |
| SOFAGRI SA – 83 avenue de la Grande Armée – 75116 Paris | 2 834 | 2 418 | 23,82 | 686 | | | 248 | 241 | 59 | A |
| SOLVIMAC S A – 14 avenue Marx Dormoy – 63000 Clermont-Ferrand | 46 | 311 | 10,87 | | | | 6 | 11 | | A |
| TIKEFLO – 5 rue Royale – 75008 Paris | 7 613 | 13 452 | 21,56 | 4 026 | | | 111 | – 8 075 | | A |
| VEGEPLAST – Zone industrielle Guest – 65460 Bazet | 61 | 1 433 | 21,48 | 764 | | | 4 748 | 427 | | A |
| WEISHARDT – La ventenaye – 81300 Graulhet | 15 202 | 38 870 | 10,94 | 6 500 | | | 6 582 | – 459 | | A |
| Filiales & Participations non reprises au paragraphe A | | | | | | | | | | |
| a) Sociétés Françaises | | | | 159 282 | | | | | 3 042 | |
| b) Sociétés Etrangères | | | | 1 562 | | | | | | |

*(1) Mais 10 % de droit de vote*
A – Clôture le 31 décembre 2011
B – Clôture le 30 juin 2012
C – Clôture le 31 juillet 2012
D – Clôture le 31 août 2011
E – Clôture le 30 septembre 2011
F – Premier exercice

### IV. – Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## B. — Comptes consolidés 2012.

### I. – Bilan consolidé au 31 Décembre 2012.

(En milliers d'euros.)

| Actif | | 31/12/12 | 31/12/11 |
|---|---|---|---|
| Caisse, banques centrales, CCP | | 1 | 1 |

| | | | |
|---|---|---|---|
| Créances sur les établissements de crédit | Note 4 | 47 970 | 81 072 |
| Opérations avec la clientèle | Note 5 | 72 064 | 105 407 |
| Obligations et autres titres à revenu fixe | Note 6 | 211 986 | 202 540 |
| Participations et autres titres détenus à long terme | Note 7 | 392 290 | 338 498 |
| Immobilisations incorporelles | Note 8 | 753 | 727 |
| Immobilisations corporelles | Note 8 | 7 976 | 8 642 |
| Autres actifs et comptes de régularisation | | 8 569 | 10 210 |
| Total actif | | 741 610 | 747 097 |

| **Passif** | | **31/12/12** | **31/12/11** |
|---|---|---|---|
| Dettes envers les établissements de crédit | Note 9 | 6 494 | 7 077 |
| Opérations avec la clientèle | Note 10 | 41 202 | 59 914 |
| Dettes représentées par des titres | | 0 | 0 |
| Autres passifs et comptes de régularisation | | 10 700 | 5 870 |
| Provisions pour risques et charges | Note 11 | 5 598 | 5 041 |
| Intérêts minoritaires | Note 12 | 113 | 106 |
| Capitaux propres | Note 13 | 677 503 | 669 089 |
| Capital souscrit | | 7 000 | 7 000 |
| Réserves consolidées et autres | | 659 008 | 646 396 |
| Résultat de l'exercice | Note 14 | 11 494 | 15 692 |
| Total passif | | 741 610 | 747 097 |

| **Hors bilan** | | **31/12/12** | **31/12/11** |
|---|---|---|---|
| Engagements donnés : | Note 15 | | |
| Engagements de financement | | 1 855 | 2 358 |
| Engagements de garantie | | 11 923 | 6 971 |
| Engagements reçus : | Note 16 | | |
| Engagements de garantie | | 2 189 | 8 896 |
| Engagements sur titres | | 27 685 | 29 213 |

## II. – Compte de résultat consolide au 31 décembre 2012.

(En milliers d'euros.)

| | **12/31/12** | **12/31/11** |
|---|---|---|
| + Intérêts et produits assimilés | 16 357 | 12 442 |
| – Intérêts et charges assimilées | – 245 | – 302 |
| + Revenu des titres à revenu variable | 4 652 | 4 385 |
| + Commissions (produits) | 7 002 | 7 706 |
| – Commissions (charges) | – 25 | – 25 |
| ± G&P sur opérations des portefeuilles de négociation | – 17 | 30 |
| ± G&P sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés | 3 973 | – 160 |
| + Autres produits d'exploitation bancaire | 2 014 | 1 943 |
| – Autres charges d'exploitation bancaire | – 110 | – 119 |
| Produit net bancaire | 33 601 | 25 901 |
| – Charges générales d'exploitation | – 18 693 | – 18 603 |
| – Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles | – 1 236 | – 1 148 |
| Résultat brut d'exploitation | 13 672 | 6 151 |
| ± Coût du risque | – 586 | – 505 |

| | | |
|---|---|---|
| Résultat d'exploitation | 13 087 | 5 646 |
| ± QP dans le résultat dans les entreprises mises en équivalence | – 1 356 | – 1 479 |
| ± G&P sur actifs immobilisés | 4 778 | 15 800 |
| Résultat courant avant impôt | 16 509 | 19 967 |
| ± Résultat des fonds gérés | – 1 176 | – 2 417 |
| ± Résultat exceptionnel | | |
| – Impôts sur les bénéfices | – 3 799 | – 1 864 |
| ± Dotations & rep amortissements des écarts d'acquisition | – 32 | |
| ± Intérêts minoritaires | – 7 | 7 |
| Résultat net | 11 494 | 15 692 |

Résultat par action : 82.10 euros.
Résultat dilué par action : 82.10 euros.

## III. – Annexe aux comptes consolides.

Principes comptables et méthodes d'évaluation.

Note 1 – Présentation des comptes consolides et principales règles de valorisation.

a) Présentation des comptes consolidés. — Les comptes consolidés du groupe UNIGRAINS de l'exercice 2012 ont été établis conformément aux dispositions du règlement n° 99-07 du Comité de la Réglementation Comptable (CRC) relatif aux règles de consolidation des entreprises relevant du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière (CRBF).

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions du règlement n° 2000-04 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du CRBF.

Les charges et les produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination.

b) Méthode de consolidation : Les méthodes de consolidation sont les suivantes :

— Intégration globale : Cette méthode s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive ayant une activité à caractère financier, auxquelles s'ajoutent les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires et financières d'UNIGRAINS, c'est à dire les sociétés de « crédit investissement », que l'on peut qualifier de « sociétés de portefeuille » et la société de gestion d'actifs pour compte de tiers.

Même si elles ne sont pas dans le prolongement des activités bancaires et financières d'UNIGRAINS, les parts détenues dans les Sociétés Civiles immobilières sont consolidées par Intégration Globale dès lors que le Groupe y exerce un contrôle exclusif.

Le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger ses politiques financières et opérationnelles. Il résulte :
– soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote ;
– soit du pouvoir d'exercer une influence dominante. Celle-ci existe dès lors que le groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs, passifs ou éléments de hors bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif.

Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe, et en particulier celles dont le total de bilan est supérieur à 1 million d'euros, et dont la quote-part Groupe dans les capitaux propres est supérieure à 0.1 % des capitaux propres consolidés du Groupe.

— Intégration Proportionnelle : Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce un contrôle conjoint, et qui se situent dans le prolongement des activités bancaires et financières d'UNIGRAINS sont consolidées par Intégration Proportionnelle.

Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une filiale exploitée en commun par un nombre limité d'associés ou d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord.

Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe, et en particulier celles dont le total de bilan est supérieur à 1 million d'euros, et dont la quote-part Groupe dans les capitaux propres est supérieure à 0.1 % des capitaux propres consolidés du Groupe ou les sociétés pour lesquelles le Groupe ne dispose pas de clause contractuelle de cession.

— Mise en équivalence : Les sociétés dans lesquelles le groupe exerce une influence notable sont mises en équivalence. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financières et opérationnelles de la filiale sans en détenir le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction égale ou supérieure à 20 % des droits de vote de cette filiale.

Sont par ailleurs consolidées par cette méthode les sociétés sous un autre contrôle mais dont l'activité ne se situe pas dans le prolongement des activités bancaires ou financières d'UNIGRAINS.

Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe, et en particulier celles dont la quote-part Groupe dans les capitaux propres est supérieure à 0.1 % des capitaux propres consolidés du Groupe ou les sociétés pour lesquelles le Groupe ne dispose pas de clause contractuelle de cession.

c) Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés. — Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

— Calcul des écarts d'acquisition : L'entrée dans le périmètre de consolidation de nouvelles sociétés donne lieu au calcul d'un écart d'acquisition. Cet écart, déterminé conformément au principe général mentionné au règlement 99-02, correspond à la différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

— Traitement des écarts d'acquisition : La différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette est affectée en priorité à des éléments identifiés du bilan et du hors bilan. Les modifications apportées aux valeurs d'entrée des éléments identifiés sont en contrepartie imputées sur la valeur brute de l'écart d'acquisition dont les amortissements cumulés sont alors ajustés.

— Comptes réciproques : Les créances, dettes et engagements réciproques, ainsi que les produits et charges réciproques ont été éliminés.

Les provisions internes ont été éliminées dans la mesure où elles ne constatent pas une dépréciation ou un risque au niveau de l'ensemble consolidé.

— Amortissements dérogatoires : Les amortissements dérogatoires de l'exercice ont été éliminés pour un montant de 455 k€ et il a été pris en compte une imposition différée passif de 148 k€.

– Affectation spécifique de certaines rubriques des fonds gérés et de leur résultat.

En accord avec l'Autorité de Contrôle Prudentiel, une rubrique spécifique « Résultat des fonds gérés » a été instituée au sein du compte de résultat, au niveau du résultat exceptionnel, afin d'obtenir un résultat net hors « fonds gérés ». Ce poste ne concerne que les fonds gérés par AGRIFIGEST-ALMA.

Les fonds gérés par AGRIFIGEST-ALMA, sont inscrits sous la rubrique « Opérations avec la clientèle ». Les emplois correspondants sont présentés sous le terme « fonds gérés » dans les tableaux ci-après.

d) Règles de comptabilisation :

— Créances sur les établissements de crédits et sur la clientèle : Les créances sur les établissements de crédit recouvrent l'ensemble des créances, y compris les créances subordonnées, détenues au titre d'opérations bancaires sur des établissements de crédit à l'exception de celles matérialisées par un titre. Elles sont ventilées d'après leur durée initiale ou la nature des encours : créances à vue (comptes ordinaires et opérations au jour le jour) et créances à terme.

Les créances sur la clientèle comprennent les concours distribués aux agents économiques autres que les établissements de crédit, à l'exception de celles qui sont matérialisées par un titre. Elles sont ventilées en créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle.

Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus et non échus.

Les intérêts courus non échus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Le règlement n° 2002-03 du Comité de la Réglementation Comptable, vient préciser le classement des créances douteuses au bilan.

Dès lors qu'un engagement est porteur d'un risque de crédit avéré rendant probable la non-perception par UNIGRAINS de tout ou partie des sommes dues au titre des engagements souscrits par la contrepartie conformément aux dispositions contractuelles initiales, nonobstant l'existence de garantie, l'encours afférent est classé en encours douteux s'il existe un ou plusieurs impayés, ou si, indépendamment de l'existence de tout impayé, on peut conclure à l'existence d'un risque avéré, ou s'il existe des procédures contentieuses.

Pour un débiteur donné, le classement d'un encours en créances douteuses entraîne, par contagion, un classement identique de l'ensemble des encours et engagements sur ce débiteur, nonobstant l'existence de garantie.

Les encours douteux donnent lieu à la constitution de provisions pour créances douteuses à hauteur des pertes probables. Par ailleurs, les intérêts sur créances douteuses sont intégralement provisionnés.

Ainsi, les crédits pour lesquels UNIGRAINS estime qu'il existe un risque de non-recouvrement total ou partiel donnent lieu, par le débit du compte de résultat, à la constitution de provisions individualisées qui sont portées en minoration de l'actif correspondant.

Au compte de résultat, les dotations et reprises de provisions, les pertes sur créances irrécupérables et les récupérations sur créances amorties sont regroupées sous la rubrique « Coût du risque », à l'exclusion des dotations aux provisions relatives aux intérêts sur créances douteuses présentées dans le Produit Net Bancaire.

Les créances douteuses peuvent être reclassées en encours sains lorsque les paiements sont repris de manière régulière pour les montants correspondant aux échéances contractuelles d'origine.

Lorsque les conditions de solvabilité d'un débiteur sont telles qu'après une durée raisonnable de classement dans les encours douteux le reclassement d'une créance en encours sain n'est plus prévisible, cette créance est spécifiquement identifiée comme encours douteux compromis.

Cette identification intervient à la déchéance du terme ou à la résiliation du contrat et en tout état de cause un an après la classification en encours douteux.

— Titres : Le terme « titres » recouvre les titres du marché interbancaire, les bons du Trésor et les autres titres de créances négociables, les obligations et les autres valeurs mobilières à revenu fixe, les actions et les autres titres à revenu variable. Les titres sont classés en fonction de :
– leur nature : effets publics, obligations et autres titres à revenu fixe, actions et autres titres à revenu fixe,
– leur portefeuille de destination : transaction, placement, investissement, activité de portefeuille, participations, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme, correspondant à l'objet économique de leur détention. Pour chaque catégorie de portefeuille, ils sont soumis à des règles d'évaluation similaires qui sont les suivantes :

– Titres de placement : Sont comptabilisés en titres de placement les titres détenus plus de six mois sans pour autant devoir être conservés durablement.

Les titres de placement sont enregistrés au bilan sous les rubriques « Effets publics et valeurs assimilées », « Obligations et autres titres à revenu fixe » et « Actions et autres titres à revenu variable » conformément aux règlements 90-01 du CRB et 2000-03 du CRBF.

Les actions et autres titres à revenu variable sont inscrits au bilan à leur coût d'achat hors frais d'acquisition ou à leur valeur d'apport.

Les revenus de dividendes attachés aux actions de placement sont portés au compte de résultat dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

Les obligations et les autres titres à revenu fixe sont comptabilisés à leur date d'achat au prix d'acquisition (hors intérêts courus non échus). Les intérêts courus sont comptabilisés en compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres de placement à revenu fixe acquis sur le marché secondaire fait l'objet d'une imputation *prorata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Le prix de revient des titres cédés est calculé suivant la méthode « FIFO » (premier entré, premier sorti). Les plus-values et moins-values de cession sont enregistrées dans la rubrique « Gains nets sur opérations liées aux portefeuilles de placement et assimilés » du compte de résultat de même que les provisions de titres dotées ou reprises.

A la clôture de l'exercice, les titres sont estimés sur la base de leur valeur probable de négociation et, dans le cas des titres cotés, des cours de bourse les plus récents.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées et les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres.

– Titres d'investissement : Les titres d'investissement représentent les titres à revenu fixe acquis avec une intention de conservation durable.

L'écart éventuel entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement des titres d'investissement fait l'objet d'une imputation *prorata temporis*, sur la durée de vie résiduelle des titres, au compte de résultat. Au bilan, la valeur comptable des titres est ainsi progressivement ajustée à la valeur de remboursement.

Les intérêts afférents à ces titres sont comptabilisés au compte de résultat dans la rubrique « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les titres d'investissement sont comptabilisés de manière identique aux titres de placement. Toutefois, à la clôture de l'exercice, les moins-values latentes ne donnent pas lieu à la constitution d'une provision pour dépréciation du portefeuille titres, sauf s'il existe une forte probabilité de cession des titres à court terme, ou lorsque la dégradation de la qualité de la signature des émetteurs est susceptible de compromettre le remboursement des titres à leur échéance.

– Titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme : Les titres de participation, parts dans les entreprises liées et les autres titres détenus à long terme figurent aux postes du bilan « Participations et autres titres détenus à long terme », et « Parts dans les entreprises liées », à l'exception des participations dans les Sociétés Civiles Immobilières et d'Attribution qui sont classées dans les immobilisations corporelles.

Cette catégorie comprend également les obligations remboursables, convertibles ou attachés à des Bons de Souscription d'Action, susceptibles de donner accès au capital, dès lors que ces titres sont détenus dès l'origine avec cette finalité dans le cadre de la politique de gestion des participations.

Les titres sont comptabilisés à leur valeur d'acquisition diminuée, le cas échéant, d'une provision pour dépréciation en cas de perte de valeur.

A la clôture de l'exercice, les titres de participation et parts dans les entreprises liées sont évaluées à leur valeur d'utilité représentative du prix de marché ou du prix que la société accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. Cette valeur est estimée en retenant différentes méthodes tels que les capitaux propres, la rentabilité, les cours moyens de bourse et prise en compte éventuelle d'engagement de nature juridique et financier.

Les moins-values latentes donnent lieu à la constitution d'une dépréciation relative au portefeuille titres. Les dotations et reprises ainsi que les moins-values de cession de ces titres sont comptabilisés dans la rubrique « gains nets sur actifs immobilisés ».

Les titres de participation, parts dans les entreprises liées comprennent les titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité d'UNIGRAINS, et notamment ceux répondant aux critères suivants :
– Les titres de sociétés dont les administrateurs ou dirigeants sont communs avec ceux d'UNIGRAINS, permettant l'exercice d'une influence notable sur l'entreprise,
– les sociétés dont nous détenons au moins 20 % du capital social de manière directe ou indirecte, ou jusqu'à 10 % quand nous détenons un poste d'administrateur et que nous exerçons une influence notable (quand aucun actionnaire ne dispose de la majorité des droits de vote et que nous sommes l'un des trois premiers actionnaires).

Les autres titres détenus à long terme sont constitués par les investissements réalisés par UNIGRAINS, sous forme de titres, dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, sans toutefois exercer une influence dans sa gestion en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

Les dividendes attachés à ces titres sont enregistrés dans la rubrique « Revenus des titres à revenu variable ».

— Immobilisations : Les immobilisations sont enregistrées à l'actif du bilan pour leur coût d'acquisition TVA non récupérée incluse.

Les immobilisations corporelles sont amorties sur leur durée probable d'utilisation selon la méthode linéaire :

| | |
|---|---|
| Agencements | 10 ans |
| Mobilier de bureau | 10 ans |
| Matériel de bureau | 3 ans |
| Véhicules | 4 ans |
| Logiciels | 3 ans |
| Installations | 5 ans |

Le règlement n° 2002-10 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs est appliqué aux comptes d'UNIGRAINS depuis le 1er janvier 2005.

La fraction des amortissements pratiqués qui excède l'amortissement économique, principalement le mode linéaire, est enregistrée sous la rubrique « Provisions réglementées – amortissements dérogatoires » au passif du bilan.

Les parts de SCI, ainsi que les avances accordées, sont comptabilisées dans cette rubrique conformément aux normes bancaires. Les immobilisations n'ont pas fait l'objet de revalorisation.

— Dettes envers les établissements de crédit et comptes créditeurs de la clientèle : Les dettes envers les établissements de crédit et de la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dette à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; autres dépôts pour la clientèle.

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

— Provisions pour risques et charges : Les provisions pour risques et charges comprennent :
– les provisions concernant des engagements par signature ;
– les provisions pour risques divers et litiges.

— Opérations en devises : Les positions de change sont, d'une manière générale, évaluées aux cours de change officiels de fin de période. Les profits et les pertes de change résultant des opérations courantes conclues en devises sont enregistrés dans le compte de résultat.

Les écarts de change constatés sur la base des cours officiels de fin d'exercice sur les actifs en devises détenus d'une façon durable et comprenant les titres immobilisés de l'activité de portefeuille, ne sont pas constatés en résultat.

— Conversion des comptes en devises étrangères : Tous les éléments de l'actif et de passif exprimés en devises sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice.

— Frais de personnel : La rubrique « Frais de personnel » comprend l'ensemble des dépenses liées au personnel ; elle intègre notamment le montant de l'intéressement des salariés se rattachant à l'exercice.

— Coût du risque : Le contenu de la rubrique « Coût du risque » se limite aux dotations nettes aux provisions pour risques de contrepartie, et litiges. Les dotations nettes aux provisions pour risques et charges sont classées par nature dans les rubriques du compte de résultat correspondantes.

— Gains et pertes sur actifs immobilisés : La Rubrique « Gains et pertes sur actifs immobilisés » regroupe les plus-values et moins-values de cession ainsi que les dotations nettes aux provisions sur titres de participation et parts dans les entreprises liées, autres titres détenus à long terme, titres d'investissement, et immobilisations d'exploitation. Les résultats sur immobilisations hors exploitation sont classés au sein du « Produit Net Bancaire ».

— Impôt sur les sociétés : En France, le taux normal de l'impôt sur les sociétés est de 33,3 % ; toutefois, les plus-values à long terme sur titres de participation, parts dans les entreprises liées et autres titres détenus à long terme pouvant bénéficier du régime fiscal des plus value à long terme sont exonérées d'impôt sous réserve de la taxation d'une quote-part de frais et charges qui reste comprise dans le résultat ordinaire de l'exercice (12 % du résultat brut des PV de cession).

Un traitement fiscal particulier a été adopté pour certains titres existants au 1er janvier 2002, pour lesquels la valeur fiscale à retenir en cas de cession n'est pas la valeur comptable d'origine, mais celle de leur évaluation au 1er janvier 2002.

Par ailleurs, les sociétés françaises sont soumises sur la base de l'impôt dû, à une Contribution Sociale de Solidarité de 3,3 % (après application d'un abattement de 0,76 M€) instaurée en 2000. En outre, au titre du régime des sociétés mères et filiales, les dividendes reçus des sociétés dans lesquelles la participation est au moins égale à 5 % sont exonérés. Depuis le 01/01/95 une convention d'intégration fiscale a été conclue entre UNIGRAINS et ses filiales immobilières. Le périmètre actuel de l'intégration fiscale comporte seulement la SCI SEE.

Les charges d'impôt sont supportées par les sociétés intégrées comme en l'absence d'intégration fiscale, et les économies d'impôt réalisées par le groupe sont conservées par la société mère UNIGRAINS.

Pour la détermination du résultat fiscal d'ensemble, les éléments faisant double emploi sont éliminés, les déficits (et moins-values nettes à long terme) sont pris en compte au niveau de la société mère.

e) Périmètre de consolidation :

— Généralités : La détermination du périmètre de consolidation suit les étapes suivantes :

– Détermination des sociétés dans lesquelles UNIGRAINS détient plus de 20 % des droits de vote, départ de la notion d'influence présumée,
- Classement suivant le niveau de contrôle,
- Détermination de l'activité afin de définir si elle est dans le prolongement de celle d'UNIGRAINS,
- Détermination de la méthode de consolidation,
– Application, suivant les cas, des seuils d'exclusion (total bilan ou parts dans les fonds propres) ou prise en compte des éléments justifiant du caractère transitoire de l'investissement et des conditions de sorties prévue à l'origine.

f) Définition du périmètre de consolidation :

— Consolidation par Intégration Globale (contrôle exclusif) : Sociétés présentes dans le périmètre de consolidation de 2012 :
– AGRIFIGEST-ALMA, contrôlée à 76.58 % directement et à 23.42 % indirectement par la filiale UNIFIPAR,
– UNIFIPAR, contrôlée à 91.45 %,
– UNIGRAINS DIVERSIFICATION contrôlée à 100 % par UNIGRAINS,
– CEREA GESTION qui est une société de gestion de FCPR, détenue à 100 % par UNIGRAINS,
– La Société Civile SEE contrôlée à 99.82 % par UNIGRAINS,
– La SAIAM détenue à 99.73 % par UNIGRAINS,
– La Société Civile UNI UN contrôlée à 99.55 %,
– MESSIS FINANCES contrôlée à 100 % par UNIGRAINS.

— Consolidation par Intégration Proportionnelle (contrôle conjoint) :
– AGRO PARTENAIRES PARTICIPATIONS II détenue à 50 %,
– SEMAGRI détenue à 50 %,
– CREAGRO détenue à 27.01 %,

– La Société Civile d'Attribution UNICEREM contrôlée à 29.11 %.

— Consolidation par Mise en Equivalence (influence notable) : Les sociétés suivantes entrent dans le périmètre de consolidation car UNIGRAINS dispose d'une influence notable (> 20 % des droits de vote), ne dispose pas de protocole de cession ou de sortie, et ne se situent pas dans le prolongement de l'activité d'UNIGRAINS :
– CENECA contrôlée à 41.62 %,
– SAISOF détenue à 38.08 %,
– AGRA INVESTISSEMENT à 30 %,
– TIKEFLO contrôlée directement à 21.56 %,
– SOFAGRI contrôlée à 23.82 %.

Les comptes consolidés d'UNIGRAINS SA sont eux-mêmes repris par intégration globale dans les comptes consolidés de la compagnie financière AGRICEREALES, dans le cadre du règlement 94-03 du CRB concernant la surveillance des établissements de crédit sur une base consolidée.

Note 2 – Portefeuille de titres de participation – définition du périmètre de consolidation.

| Société ou groupe de sociétés | Quote-part du capital détenu | Capital | Réserves | Méthode de consolidation |
|---|---|---|---|---|
| Intégration globale : | | | | |
| CEREA Gestion – 23, avenue de Neuilly 75116 Paris | 100,00 | 500 | 4 075 | IG |
| MESSIS FINANCES – 23, avenue de Neuilly 75116 Paris | 100,00 | 150 | 683 | IG |
| UNIGRAINS DIVERSIFICATION – 23, avenue de Neuilly 75116 Paris | 100,00 | 12 600 | 40 940 | IG |
| SEE SCI – 23, avenue de Neuilly 75116 Paris | 99,82 | 1 204 | 389 | IG |
| S.A.I.A.M. SA –23, avenue de Neuilly 75116 Paris | 99,73 | 192 | 629 | IG |
| UNI-UN SCI – 23, avenue de Neuilly 75116 Paris | 99,55 | 337 | 0 | IG |
| AGRIFIGEST-ALMA – 23, avenue de Neuilly – 75116 Paris | 98,00 | 3 089 | -267 | IG |
| UNIFIPAR SAS – 23, avenue de Neuilly – 75116 Paris | 91,45 | 473 | 92 | IG |
| Intégration proportionnelle : | | | | |
| AGRO PARTENAIRES 2 – 12 avenue George V – 75116 Paris | 50,00 | 750 | -257 | IP |
| SEMAGRI – 23, avenue de Neuilly – 75116 Paris | 50,00 | 30 964 | 5 399 | IP |
| UNICEREM – 23, avenue de Neuilly – 75116 Paris | 29,11 | 40 000 | - | IP |
| CREAGRO – 12, avenue George V – 75008 Paris | 27,01 | 2 744 | -94 | IP |
| Mise en équivalence : | | | | |
| CENECA –9, avenue George V– 75008 Paris | 41,62 | 915 | 1 358 | ME |
| SAISOF – 29, rue des Investisseurs – 91560 Crosne | 38,08 | 1 050 | 2 771 | ME |
| AGRA INVESTISSEMENT – 29 Rue de général Foy – 75008 Paris | 30,00 | 1 157 | 84 | ME |
| TIKEFLO – 134 Bld Haussmann – 75008 Paris | 21,56 | 7 613 | 13 452 | ME |
| SOFAGRI S.A – rue Léon Patoux – 51100 Reims | 23,82 | 2 834 | 2 418 | ME |

IG : Inégration Globale
IP : Intégration Proportionnelle
ME : Mise en Equivalence
*(1) Dont participation directe d'UNIGRAINS : 98,13 %*

Note 3 – Géographie du capital.

Liste des actionnaires d'UNIGRAINS :

| | |
|---|---|
| UNICEREALES | 65,71 % |
| SOCIETE GENERALE (groupe) | 6,79 % |
| NATIXIS (groupe) | 6,33 % |
| ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE BLE ET AUTRES CEREALES | 5,82 % |
| SOFIPROTEOL | 5,15 % |
| FONCARIS (CREDIT AGRICOLE) | 3,39 % |
| BNP PARIBAS | 3,39 % |
| ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE MAIS | 1,94 % |
| HSBC | 1,45 % |
| Autres actionnaires | 0,03 % |

Liste des actionnaires d'UNICEREALES :

| | |
|---|---|
| AGRICEREALES SA | 58,65 % |
| Elle-même détenue par : | |
| ASS. GENERALE DES PRODUCTEURS DE BLE ET AUTRES CEREALES | 42,10 % |
| ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE MAIS | 11,18 % |
| FONCARIS (CREDIT AGRICOLE) | 37,57 % |
| AUTRES ACTIONNAIRES | 9,15 % |
| CREDIT AGRICOLE SA - FONCARIS | 14,16 % |
| ASSOCIATION GENERALE DES PRODUCTEURS DE BLE ET AUTRES CEREALES | 6,29 % |
| UNION INVIVO | 4,73 % |
| G4S | 4,29 % |
| NATIXIS (groupe) | 3,33 % |
| Autres actionnaires | 8,55 % |

Liste des actionnaires d'AGRIFIGEST-ALMA :

| | |
|---|---|
| UNIGRAINS SA | 76,58 % |
| UNIFIPAR SAS | 23,42 % |

Note 4 – Opérations interbancaires et assimilées.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Créances sur les établissements de crédit : | | | | | | |
| Comptes à vue | 7 774 | 9 946 | 17 720 | 44 276 | 3 706 | 47 982 |
| Encours en capital | 7 770 | 9 946 | 17 717 | 44 276 | 3 706 | 47 981 |
| Créances rattachées | 4 | | 4 | | 1 | 1 |
| Prêts | 17 352 | 9 568 | 26 920 | 20 085 | 9 660 | 29 745 |
| Encours en capital | 16 985 | 9 285 | 26 270 | 20 000 | 9 550 | 29 550 |
| Créances rattachées | 367 | 283 | 650 | 85 | 110 | 195 |
| Prêts subordonnés | 3 330 | | 3 330 | 3 345 | | 3 345 |
| Encours en capital | 3 300 | | 3 300 | 3 300 | | 3 300 |
| Créances rattachées | 30 | | 30 | 45 | | 45 |
| Total | 28 456 | 19 514 | 47 970 | 67 706 | 13 366 | 81 072 |

Note 5 – Opérations avec la clientèle.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Opérations avec la clientèle : | | | | | | |
| Crédits à l'habitat | 258 | | 258 | 239 | | 239 |
| Autres concours à la clientèle | 51 101 | 19 348 (1) | 70 450 | 58 857 | 44 850 (1) | 103 707 |
| Crédits à la clientèle | 47 170 | 16 219 | 63 390 | 53 820 | 41 227 | 95 047 |
| Prêts subordonnés | 500 | - | 500 | 1 700 | | 1 700 |
| Créances douteuses | 6 338 | 3 268 | 9 606 | 6 597 | 3 440 | 10 037 |
| Créances rattachées | 931 | 622 | 1 553 | 836 | 1 070 | 1 907 |
| Prov. créances douteuses | – 3 838 | – 761 | – 4 598 | – 4 097 | – 887 | – 4 984 |
| Comptes ordinaires débiteurs | 1 357 | | 1 357 | 1 444 | 17 | 1 461 |
| Encours en capital | 1 357 | | 1 357 | 1 444 | 17 | 1 461 |
| Créances rattachées | | | | | | |
| Total | 52 715 | 19 348 | 72 064 | 60 540 | 44 868 | 105 407 |
| (1) Détail fonds gérés – AGRIFIGEST-ALMA | | | | | | |
| dont SEP FSM | | 121 | | | 211 | |
| dont mandat FNE | | 7 175 | | | 5 446 | |
| dont CAT | | 8 240 | | | 36 130 | |

Note 6 – Portefeuille de titres d'investissement et de placement.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Titres d'investissement : | | | | | | |
| Titres d'investissement | 24 700 | | 24 700 | 1 560 | | 1 560 |
| Titres d'investissement | 24 700 | | 24 700 | 1 560 | | 1 560 |
| Titres de placement : | | | | | | |
| Obligations & autres titres à revenu fixe | 39 417 | 10 420 | 49 837 | 46 417 | 10 454 | 56 871 |
| Autres titres a revenu fixe | 39 452 | 10 411 | 49 863 | 47 131 | 10 433 | 57 565 |
| Créances rattachées | 0 | 9 | 9 | 57 | 21 | 78 |
| Provisions | – 36 | | – 36 | – 771 | | – 771 |
| Obligations & autres titres à revenu variable | 116 710 | 20 739 | 137 450 | 130 218 | 13 890 | 144 108 |
| Autres parts d'OPCVM | 118 435 | 20 739 | 139 174 | 133 675 | 13 907 | 147 582 |
| Provisions | – 1 725 | | – 1 725 | – 3 457 | – 17 | – 3 473 |
| Total | 180 827 | 31 159 (1) | 211 986 | 178 195 | 24 344 (1) | 202 540 |
| *(1) Détail fonds gérés – AGRIFIGEST-ALMA :* | | | | | | |
| *Dont SEP FSM* | | *835* | | | *1 591* | |
| *Dont mandat FNE* | | *5 374* | | | *6 377* | |

Note 7 – Participations et autres titres détenus à long terme.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Titres de participation et autres titres à long terme | 330 507 | 61 784 (1) | 392 290 | 271 956 | 66 542 (1) | 338 498 |
| Actions | 278 818 | 47 285 | 326 102 | 238 310 | 46 272 | 284 582 |
| Dont titres mis en équivalence | 6 543 | | 6 543 | 6 890 | | |
| Obligations | 71 851 | 21 864 | 93 715 | 73 450 | 19 621 | 93 071 |
| Créances rattachées | 4 923 | 4 293 | 9 216 | 4 244 | 3 045 | 7 289 |
| Provisions | – 25 086 | – 11 658 | – 36 743 | – 44 048 | – 2 396 | – 46 444 |
| *(1) Détail fonds gérés – AGRIFIGEST-ALMA* | | | | | | |
| *Dont SEP FSM* | | *450* | | | *657* | |

Note 8 – Immobilisations corporelles et incorporelles.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Immobilisation incorporelles nettes | 739 | 14 | 753 | 703 | 24 | 727 |
| Brut | 1 865 | 265 | 2 130 | 1 619 | 263 | 1 882 |
| Amortissements | – 1 126 | – 251 | – 1 377 | – 915 | – 239 | – 1 155 |
| Immobilisation corporelles nettes | 1 255 | 6 721 | 7 976 | 1 214 | 7 428 | 8 642 |
| Brut | 3 704 | 13 960 | 17 663 | 3 799 | 13 951 | 17 749 |
| Amortissements | – 2 449 | – 7 238 | – 9 687 | – 2 584 | – 6 523 | – 9 108 |
| Dont immobilisations & parts SCI | 175 | | 175 | 175 | | 175 |

Note 9 – Dettes envers les établissements de crédit

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Dettes et emprunts | 6 494 | | 6 494 | 7 077 | | 7 077 |
| Compte à vue | 31 | | 31 | 30 | | 30 |
| Emprunts et comptes à terme | 6 430 | | 6 430 | 6 995 | | 6 995 |
| Dettes rattachées | 34 | | 34 | 51 | | 51 |

Note 10 – Opérations avec la clientèle.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Comptes créditeurs clientèle | | 41 202 | 41 202 | | 59 914 | 59 914 |
| Comptes à vue | | | | | 1 | 1 |
| Comptes à terme | | 41 202 | 41 202 | | 59 914 | 59 914 |
| Détail fonds gérés – AGRIFIGEST-ALMA | | 41 202 | 41 202 | | 59 914 | 59 914 |
| Dont CAT STABIPORC | | 17 185 | 17 185 | | 36 130 | 36 130 |
| Dont SEP FSM | | 4 456 | 4 456 | | 4 577 | 4 577 |
| Dont mandat FNE | | 19 561 | 19 561 | | 19 207 | 19 207 |

Note 11 – Provisions pour risques et charges.

| En milliers d'euros | 31/12/11 | Dotation de l'exercice | Reprise de l'exercice | Variation du périmètre | 31/12/12 |
|---|---|---|---|---|---|
| UNIGRAINS : | | | | | |
| Provisions pour risques | 4 081 | 577 | 57 | | 4 601 |
| Risques divers | 2 879 | 541 | | | 3 420 |
| Risques de crédit | 453 | | | | 453 |
| Risques de Hors Bilan | 2 | | | | 2 |
| Provision engagement de retraite | 604 | 36 | | | 640 |
| Charges diverses | 143 | | 57 | | 86 |
| AGRIFIGEST-ALMA : | | | | | |
| Provisions pour risques | 720 | | | | 720 |
| Risques de crédit | 720 | | | | 720 |
| CEREA GESTION : | | | | | |
| Provisions pour risques | 156 | 12 | | | 168 |
| Provision engagement de retraite | 156 | 12 | | | 168 |
| MESSIS FINANCES : | | | | | |
| Provisions pour risques | 59 | 22 | | | 80 |
| Provision engagement de retraite | 59 | 22 | | | 80 |
| SEE : | | | | | |
| Provisions pour risques | 26 | 2 | | | 28 |
| Provision engagement de retraite | 26 | 2 | | | 28 |
| Total général | 5 041 | 613 | 57 | | 5 598 |

Note 12 – Intérêts minoritaires.

| En milliers d'euros | Fonds propres | Résultat | % part des minoritaires | Total |
|---|---|---|---|---|
| AGRIFIGEST-ALMA | 2 823 | 77 | 2,00 % | 58,1 |
| UNIFIPAR | 480 | 56 | 8,55 % | 45,9 |
| UNIGRAINS DIVERSIFICATION | 53 509 | 2 254 | 0,00 % | 1,5 |
| SEE | 1 644 | 39 | 0,18 % | 3,0 |
| UNI UN | 337 | 107 | 0,45 % | 2,0 |
| SAIAM | 858 | 37 | 0,27 % | 2,4 |
| | | | | 112,9 |

Note 13 – Variation des capitaux propres.

| En milliers d'euros | Capital | Réserves consolidées | Résultat | Ecart d'acquisition | Total capitaux propres |
|---|---|---|---|---|---|
| Situation au 31/12/2010 | 7 000 | 609 612 | 39 585 | | 656 197 |
| Distribution UNG | | | – 2 800 | | – 2 800 |
| Résultat non distribué | | 36 785 | – 36 785 | | |
| Résultat 2011 | | | 15 692 | | 15 692 |
| Situation au 31/12/2011 | 7 000 | 646 397 | 15 692 | | 669 089 |
| Distribution UNG | | | – 3 080 | | – 3 080 |
| Résultat non distribué | | 12 612 | – 12 612 | | |
| Résultat 2012 | | | 11 494 | | 11 494 |
| Situation au 31/12/2012 | 7 000 | 659 009 | 11 494 | | 677 503 |

Note 14 – Résultat de l'exercice.

| En milliers d'euros | Part du groupe | Intérêts minoritaire | Total |
|---|---|---|---|
| Résultat 2012 | 13 786,5 | 7,0 | 13 793,6 |
| UNIGRAINS | 11 521,1 | | 11 521,1 |
| AGRIFIGEST-ALMA | 75,2 | 1,5 | 76,7 |
| UNIGRAINS DIVERSIFICATION | 2 253,5 | 0,1 | 2 253,6 |
| UNIFIPAR | 51,3 | 4,8 | 56,1 |
| CEREA GESTION | 121,3 | | 121,3 |
| SAIAM | 37,2 | 0,1 | 37,3 |
| UNI UN | 106,0 | 0,5 | 106,5 |
| SEE | 39,2 | 0,1 | 39,3 |
| AGRO PARTENAIRES PARTICIPATIONS 2 | – 20,5 | | – 20,5 |
| MESSIS FINANCES | 237,4 | | 237,4 |
| CREAGRO | – 61,8 | | – 61,8 |
| SEMAGRI | 782,6 | | 782,6 |
| CENECA | | | |
| SAISOF | 119,7 | | 119,7 |
| TIKEFLO | – 1 459,5 | | – 1 459,5 |
| SOFAGRI | 57,2 | | 57,2 |
| AGRA INVESTISSEMENT | – 73,4 | | – 73,4 |
| Ecritures de consolidation | – 2 292,0 | | – 2 292,0 |
| Provision engagement de retraite | – 72,3 | | – 72,3 |
| Impôts différés | 2 065,3 | | 2 065,3 |
| Amortissements dérogatoires | 454,7 | | 454,7 |
| IS sur Amortissements dérogatoires | – 151,6 | | – 151,6 |
| Dividendes & résultat SCI | – 3 992,1 | | – 3 992,1 |
| Résultat de l'exercice des sociétés gérées par transparence fiscale | – 17,3 | | – 17,3 |
| Amortissements siège social | – 594,3 | | – 594,3 |
| Amortissements écarts d'acquisition | – 32,4 | | – 32,4 |
| Rep. sur titres AGRIFIGEST | – 341,5 | | – 341,5 |
| Provisions sur titres AGRO PARTENAIRES II | 28,3 | | 28,3 |
| Provisions sur titres TIKEFLO | 266,0 | | 266,0 |
| Provisions sur titres CREAGRO | 95,2 | | 95,2 |
| Situation au 31/12/2012 | 11 494,4 | 7,0 | 11 501,6 |

Note 15 – Engagements donnés.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Engagements de financement | 1 855 | | 1 855 | 2 358 | | 2 358 |
| En faveur de la clientèle | 1 855 | | 1 855 | 2 358 | | 2 358 |
| Engagements de garantie | 11 923 | | 11 923 | 6 971 | | 6 971 |
| En faveur des établissements de crédit | | | | | | |
| En faveur de la clientèle | 11 923 | | 11 923 | 6 971 | | 6 971 |
| Total | 13 778 | | 13 778 | 9 328 | | 9 328 |

Note 16 – Engagements reçus.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/12 | UNIGRAINS | Autres sociétés consolidées | Total 31/12/11 |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Engagement de garantie | 86 | 2 103 | 2 189 | 84 | 8 811 | 8 896 |

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Des établissements de crédit | 86 | 2 103 | 2 189 | 84 | 8 811 | 8 896 |
| Engagement sur titres | 27 685 | | 27 685 | 29 213 | | 29 213 |
| Titres à recevoir | 27 685 | | 27 685 | 29 213 | | 29 213 |
| Total | 27 771 | 2 103 | 29 874 | 29 297 | 8 811 | 38 109 |

Note 17 – Détail des impôts sur le résultat.

| En milliers d'euros | Total 31/12/12 |
|---|---|
| Impôts courants | – 5 712 |
| Impôts différés | 1 914 |
| Total | – 3 799 |

Note 18 – Rapprochement entre la charge d'impôt comptabilisée et la charge d'impôt théorique.

| En milliers d'euros | Total 31/12/12 |
|---|---|
| Résultat courant | 11 494 |
| Impôts sur les sociétés | 3 799 |
| Résultat mis en équivalence | 1 356 |
| Résultat comptable avant impôt et mise en équivalence | 16 649 |
| Taux d'impôt applicable | 34,43 % |
| Charge d'impôt théorique | – 5 733 |
| Variation d'impôts différés | 1 914 |
| Différences permanentes | 1 907 |
| Différences temporaires | – 2 163 |
| Crédit d'impôts | 25 |
| Taux d'impôts différents du taux normal | 50 |
| Utilisations des pertes fiscales des exercices précédents | 70 |
| Autres mouvements | 130 |
| Total | – 3 799 |

Note 19 – Répartition sectorielle et géographique des encours de crédit du groupe.

L'activité du groupe s'exerce principalement sur le territoire métropolitain, dans le secteur de l'agroalimentaire, essentiellement sous forme de prêts, prêts subordonnés et prises de participation dans les entreprises de ce secteur.

Les tableaux ci-après donnent la répartition des encours nets de crédit (prêts, prêts subordonnés clientèle et établissements de crédit), selon les segmentations prévues par la recommandation de l'Autorité de Contrôle Prudentiel du 14 février 2000.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | AGRIFIGEST-ALMA | UNIGRAINS DIVERSIFICATION | Total |
|---|---|---|---|---|
| Prêts | 53 471 | 18 748 | 569 | 72 787 |
| Céréales | 32 237 | | | 32 237 |
| Filière animale | 13 410 | 16 240 | | 29 650 |
| Divers et capital développement | 7 824 | 2 508 | 569 | 10 900 |
| Répartition géographique | 53 471 | 18 748 | 569 | 72 787 |
| France | 53 471 | 18 748 | 569 | 72 787 |
| Hors Europe | | | | |

Note 20 – Garantie des dépôts et des cautions.

La loi 99-532 du 25 Juin 1999 a institué pour les établissements de crédit un fonds de garantie des dépôts qui s'est substitué au système antérieur de garantie des dépôts.

Ce fonds est alimenté par des cotisations des établissements de crédit et il émet des certificats d'association conformément aux modalités prévues par le règlement 99-06 du CRBF.

| En milliers d'euros | UNIGRAINS | AGRIFIGEST-ALMA |
|---|---|---|
| Certificats d'association | 4,4 | 14,7 |
| Cotisation annuelle 2012 | 4,0 | 4,4 |

UNIGRAINS et AGRIFIGEST-ALMA ne cotisent pas au mécanisme de garantie des cautions prévu par le règlement 2000-06 du 6 Septembre 2000.

Note 21 – Autres informations.

Effectif moyen du personnel en activité au cours de l'exercice d'UNIGRAINS et des sociétés en Intégration Globale ayant du personnel

| | UNIGRAINS | AGRIFIGEST-ALMA | MESSIS FINANCES | SEE | CEREA GESTION | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Effectifs | 59 | | 4 | 3 | 13 | 79 |

Rémunérations allouées aux membres des organes d'administration : Concernant UNIGRAINS, le montant global des rémunérations allouées durant l'exercice aux dirigeants est de 405 k€. Les jetons de présence versés aux administrateurs s'élèvent à 24,2 k€.

Il n'a pas été pris d'engagement particulier en matière de pensions et retraites au profit d'anciens membres dirigeants.

Il n'y a pas eu d'avance, ni de crédit accordé pendant l'exercice aux membres des organes d'administration.

Note 22 – Engagements en matière de pensions, retraites et indemnitées assimilées.

L'établissement n'a pris aucun autre engagement particulier en matière de pensions, retraites et indemnités assimilées. Les régimes de retraites obligatoires sont à cotisations définies (régime de base : Mutualité Sociale Agricole, régime complémentaire ARRCO : CAMARCA, régime complémentaire AGIRC : CRCCA, régime supplémentaire par capitalisation : CCPMA Retraite).

Concernant les indemnités de départ volontaire à la retraite à l'horizon de leur 65ème année des salariés présents aujourd'hui, une simulation tenant compte de la progression de leur rémunération et de la probabilité décroissante de départ de la société par tranches successives d'âges aboutit à une valeur actualisée de 916 k€.

## IV. – Extrait du rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont au regard des règles et principes comptables français réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observations à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Le rapport de gestion est à disposition au siège social.

***1304216***